

Personne ne propose cette dépense de 80 millions de dollars comme devant sauver le Canada. D'autres politiques et d'autres mesures seront peut-être nécessaires. Des dispositions complémentaires seront certainement indispensables. Comme tous les autres pays, nous nous trouvons face à un défi lancé à notre capacité, à notre énergie, à notre initiative, à notre courage et, en fait, à notre amour pour notre pays. Ce défi s'adresse à tous les Canadiens. Il est peut-être tentant de critiquer le gouvernement. Bien sûr, c'est dans les règles. J'ai, moi aussi, été dans l'opposition. Il est tentant de blâmer le gouvernement. Mais il s'agit à l'heure actuelle d'inviter l'opposition et tous les Canadiens à faire partie d'une équipe de construction et non de démolition. Il nous incombe, devant le peuple canadien, de prendre cette mesure et d'autres afin de permettre à nos travailleurs de continuer à faire vivre leurs familles. La Chambre contribuera à ce processus de prise de décisions par des exposés honnêtes et intelligents.

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, le fait que les membres du gouvernement soient si nombreux à vouloir participer au débat, a fait ressortir, à mon avis, l'importance de cette mesure. Nous avons entendu en quelques heures, trois ministres et deux secrétaires parlementaires. En écoutant aussi attentivement que l'ont fait les députés les discours des membres du gouvernement, car ce sont ces discours qui exposent la politique gouvernementale, on ne peut s'empêcher de nourrir un doute quant à la signification réelle d'une telle mesure pour le Canada et les Canadiens. En autant qu'il s'agisse des ministres, celui de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) qui a proposé la mesure, a exprimé une certaine réserve quant à la solution finale qu'elle apporterait aux problèmes très sérieux que le Canada affronte. Si j'étais à la place des deux ministres qui ont participé au débat et que j'étais dans l'incertitude quant à la portée du problème et à l'efficacité des mesures proposées, je suis sûr que je tiendrais les mêmes propos qui n'engagent à rien.

J'ai écouté le discours du secrétaire parlementaire du premier ministre, le député de York-Nord (M. Danson), qui, depuis son arrivée à la Chambre, est réputé pour son sens de l'humour. Il lui répugnait sans doute beaucoup, lui qui vient d'un centre industriel de l'Ontario, que dis-je, du grand centre industriel de l'Ontario, d'être tenu de faire tout un discours qui représentait une justification du programme du gouvernement et une tentative en vue de poser les bases d'un rejet, sur les mesures prises par un autre gouvernement, de la responsabilité du borbier économique dans lequel nous nageons aujourd'hui. Je trouve absolument ridicule de sa part d'oser prétendre que tout allait pour le mieux dans l'économie du Canada, que ce soit dans le secteur industriel ou dans celui de l'emploi, jusqu'à la déclaration de M. Nixon.

• (5.30 p.m.)

Le fait qu'il ait parlé au nom du premier ministre (M. Trudeau) prouve une chose que l'homme de la rue avait prédite: que le gouvernement s'en servirait pour justifier ou excuser les difficultés actuelles des Canadiens. Le secrétaire parlementaire du ministre du Travail (M. Perrault) l'a suivi; s'il nous restait des doutes, monsieur l'Orateur, il les a alors dissipés en reprenant le même thème.

[M. Perrault.]

Il est intéressant de noter que, tout en réprouvant les mesures prises par notre voisin et tout en s'en servant pour excuser nos maux, tous deux ont exhorté la Chambre à aborder le bill d'une façon impartiale, sans rejeter le blâme ailleurs, et à aller de l'avant. Nous abordons toujours avec méfiance ces programmes présentés par le gouvernement en toute hâte, programmes de réaction plutôt que d'action; car, même si la présente législature n'est pas vieille, une amère expérience nous a appris que, lorsque le gouvernement se trompe, ce n'est pas d'une seule erreur qu'il s'agit, mais d'une suite d'erreurs. Ce ne sont pas de petites mais de grosses erreurs. Toute erreur grave de la part du gouvernement affaiblit l'économie du pays et diminue les moyens d'existence du Canadien moyen. C'est là la raison de notre préoccupation.

Les membres du gouvernement parlent de subventions de 80 millions de dollars. Pour les particuliers et les familles, le montant de 80 millions peut sembler énorme, mais comparons-le aux dépenses pour d'autres programmes gouvernementaux. On parle de 80 millions pour sauvegarder des milliers d'emplois et les grandes industries. Monsieur l'Orateur, nous avons dépensé 67 millions pour donner quelque chose à faire à 120,000 jeunes pendant les deux mois d'été. Et le gouvernement ne veut dépenser que 80 millions pour protéger l'économie nationale, pour protéger les grandes industries, surtout dans les deux plus grandes provinces. Nous n'avons pas hésité à affecter 200 millions à une exposition pour divertir les peuples du monde, mais ces 80 millions ne représentent maintenant que 8 millions par province pour protéger l'industrie provinciale. Ce n'est que la moitié du montant que nous dépensons pour embellir un porte-avions afin de pouvoir le vendre pour les droits de bassin.

Le gouvernement me semble avoir perdu tout sens des proportions dans son approche de ce problème capital. Chaque province examinera la situation de très près. Les provinces se préoccupent d'une façon vitale de leurs industries. Plusieurs accepteraient cette mesure d'emblée. Ma propre province de l'Ontario l'acceptera, mais je puis vous assurer qu'elle le fera sous toutes réserves. Je parie que déjà le premier ministre de l'Ontario et son cabinet s'appliquent à étudier et à présenter d'autres mesures pour compléter la présente mesure qu'ils savent incapable de régler un problème de cette ampleur.

S'il faut des capitaux pour résoudre ce problème, on pourrait par un moyen simple trouver une solution absolue. Le député de Victoria-Haliburton (M. Scott), l'un de mes collègues, m'a donné une idée que je trouve excellente et qui lui a été suggérée par ses commettants. Pourquoi le gouvernement ne songe-t-il pas à payer cette surtaxe pour les industries qui sont touchées? Nous ignorons quel montant cela pourrait représenter. Ce pourrait être un montant astronomique, mais nous savons que 80 millions de dollars ne suffiront pas, et le gouvernement l'a admis lui-même.

Lorsque nous songeons aux millions nécessaires à l'administration de la nouvelle commission gouvernementale qu'on créera pour appliquer le programme, aux millions de dollars en allocations sociales qu'on versera aux chômeurs, aux sommes mirobolantes que nécessiteront le recyclage et à la relocalisation des gens nécessitent qui veulent du travail, nous savons qu'il n'est pas seulement question de 80 millions, mais bien d'un montant infini. Pourquoi alors ne pas songer aux moyens d'atténuer et